

**Michel Caillat, Mauro Cerutti, Jean-François Fayet & Stéphanie Roulin (éds.),
*Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse / Geschichte(n) des
Antikommunismus in der Schweiz*, Zurich, Chronos, 2009, 372 pages.**



Cet ouvrage collectif est issu du colloque « *Mythes, réseaux, milieux, formes et cultures de l'anticommunisme en Suisse des origines à nos jours* » qui s'est tenu à Genève en novembre 2005 et s'insère dans le cadre d'une recherche dirigée par les historiens Mauro Cerutti et Jean-François Fayet de l'Université de Genève, ainsi que Jean Batou et Sébastien Guex de l'Université de Lausanne. Il s'interroge, à partir d'une étude de divers cas en Suisse, sur la vaste et difficile question des manifestations de l'anticommunisme et de leurs conséquences.

Selon Jean-François Fayet, cette notion semble en effet recouvrir des contenus bien différents au gré des époques et des usages auxquels elle a été associée. La difficulté commence dès lors qu'il s'agit d'établir une définition. Si, selon la typologie de Jean-Jacques Becker, il s'enracine dans un « anticommunisme de circonstance » au cours de la révolution russe de 1917, il est ensuite également représenté par celui de la « condamnation », sous forme d'une dénonciation des pratiques de l'URSS, au nom de la liberté et des droits humains, y compris au sein de la gauche, dans des manifestations très diverses, allant des communistes eux-mêmes, les premiers à utiliser explicitement le terme contre les trotskistes, jusqu'aux autres groupes dissidents, à l'opposition des anarchistes, de certains socialistes, etc. Au-delà de sa représentation la plus répandue au cours des années trente, à savoir un « anticommunisme idéologique » arboré violemment par les régimes fascistes, il revêt aussi la forme d'un étendard de « valeurs » conservatrices qui défendent les idéaux bourgeois, chrétiens et patriotiques, en particulier après la Deuxième Guerre mondiale. Mais il peut aussi relever d'un réflexe protectionniste de certaines « classes » sociales, voire d'« indifférence » pour ceux qui ne se sentent pas concernés par ses idées.

Cette malléabilité met donc l'historien aux prises avec la difficulté de désigner des espaces historiographiques précis et de déconstruire les instrumentalisation militantes ou les « stratégies de caméléon ».

Aujourd'hui, il semble qu'avec l'éclipse des régimes communistes et l'ouverture progressive des archives du XX^e siècle, le sujet soit davantage investi par les chercheurs. De plus, de nouveaux instruments d'analyse de l'histoire politique comme la prise en compte des facteurs sociaux et culturels paraissent avoir contribué à stimuler les investigations.

Fort de ces nuances introductives, l'ouvrage propose donc d'en présenter divers exemples helvétiques.

La première partie aborde les origines de l'anticommunisme au XIX^e siècle en Suisse à travers trois articles

Hans Ulrich Jost éveille notre attention sur la « fabrication » contemporaine d'une culture politique helvétique anticommuniste dominante. En pointant l'emblématique message du Conseil fédéral de 1838 qui érige les valeurs antisocialistes et anticommunistes prônées par l'écrivain Jérémias Gotthelf en une métonymie de « l'esprit suisse », l'auteur analyse le processus de construction du conservatisme suisse du XIX^e au XX^e siècle, nourri par une réflexion sur l'usage de la culture au service du politique.

Hans Ulrich Jost nous ramène à l'aube de la guerre civile qui précède la création de l'État fédéral, en hiver 1846-1847, période au cours de laquelle paraît le roman phare de Jeremias Gotthelf, *Les pérégrinations du compagnon Jacob en Suisse*. Cette fiction dénigre et ridiculise les mésaventures d'un ouvrier-artisan qui se laisse séduire par des adeptes du socialisme utopique. Ce récit est publié trois ans après l'arrestation à Zürich du militant Wilhelm Weitling (1843), sur ordre du conseiller d'État libéral Bluntschli, qui assortit cette condamnation de la publication d'un rapport intitulé *Les communistes en Suisse*, et simultanément de l'approbation d'une loi contre « l'agitation communiste ».

Cette idée fédératrice d'un ennemi commun qui menace l'ordre social, appuyée par les démarches répressives et diffusée par le support littéraire, qui possède une grande force de suggestion pour s'immiscer dans l'imaginaire du plus grand nombre, se révèle un rempart fort utile contre toute initiative d'État social.

Jost revient sur quelques moments clés qui illustrent cette dynamique. C'est ainsi que la grève générale de 1918 sera longtemps interprétée comme téléguidée par les bolcheviks, représentant une preuve des intentions criminelles de la gauche socialiste. Face à ce danger, dénoncé violemment par le catholique conservateur Jean-Marie Musy, qui est élu conseiller fédéral l'année suivante, l'anticommunisme apparaît comme une idéologie malléable et unificatrice. Au cours des années 1930 et 1940, elle est érigée en une valeur nationale suprême, en accord avec la *Magna carta* de l'« esprit suisse » définie par le discours culturel et politique de 1938. Cette période, nous dit l'auteur, est marquée par l'avancée de l'idée de *Volksgemeinschaft* (communauté nationale), alors en vogue dans l'Allemagne nazie. Cette « fabrication » d'un patrimoine spirituel national suit son cours après le Deuxième Guerre mondiale, dans un contexte de guerre froide où la Suisse apparaît comme un bon élève. Le climat de suspicion où de nombreux citoyens sont surveillés vaut au pays le qualificatif de « royaume des fiches ». En 1990, nous dit l'auteur, Friedrich Dürrenmatt déclare que la Suisse est devenue une prison et qu'« *il n'y a qu'un seul problème, c'est de prouver qu'il ne s'agit pas d'une prison mais d'un refuge de la liberté [...]* ».

La contribution de Marc Vuilleumier revient sur le cas Weitling et présente la perception du communisme en Suisse au XIX^e siècle. À la lumière des témoignages de l'époque, comme celui de l'ambassadeur de France ou le rapport Bluntschli lui-même, il apparaît que la Confédération helvétique n'est nullement perçue comme un pays menacé par le communisme. Les adeptes se réduisent à quelques groupes minoritaires.

Pourtant, la condamnation de Weitling et la médiatisation de la menace communiste vont changer cette perception. Dans un contexte politique marqué par

un progressif effritement du pouvoir conservateur zurichois au fil des élections, les charges contre le tailleur communiste vont prendre de l'ampleur. L'usage politique du danger communiste par la presse et les pétitions conservatrices, amalgamé à une aversion d'une partie de la population à l'égard de groupes de Jeunes-Allemands antimonarchistes et athéistes, met en scène la nécessité de serrer les rangs pour garantir la « paix et la sécurité du pays ». L'insurrection à forte participation populaire qui éclate à Genève en 1846 est également instrumentalisée pour animer cette peur de la révolution et de la violence radicaliste. Mais, nous dit l'auteur, même si les arguments demeurent les mêmes, les manifestations anticommunistes sont bien différentes dans les régions de Zurich, Vaud et Genève, car les structures économiques et mentales divergent. Il resterait à les analyser plus précisément.

L'article de Markus Bürgi présente le combat anticommuniste du journaliste zürichois Eduard Attenhofer à la fin du XIX^e siècle qui s'acharne, par voie de presse, de procès et de harcèlement individuel, contre toutes les personnes ou groupes qu'il estime faire partie du « danger rouge ». L'auteur insère l'itinéraire de ce réactionnaire dans un contexte de fin de siècle où certains milieux politiques et économiques conservateurs bâtissent une forteresse contre l'idée d'un État social.

Les trois contributions suivantes décrivent quelques moments-clé de l'anticommunisme helvétique

La contribution de Charles Heimberg présente quelques formes d'anticommunisme, ou d'antianarchisme, en Suisse dans la période antérieure à la révolution russe. La répression de deux grèves genevoises participe à la construction d'une stratégie de règlement des conflits sociaux basée sur l'idée que les troubles proviendraient de facteurs exogènes et qu'il conviendrait de les extirper pour rétablir l'harmonie entre ouvriers et patrons. Les ouvriers étrangers sont assimilés aux anarchistes et « fauteurs de troubles » extérieurs, contre lesquels la répression policière est indiquée. Cette représentation, qui sera pourtant démentie après 1914, car les troubles ne diminueront pas en dépit de la faible présence étrangère parmi les ouvriers, est à l'origine de la politique migratoire restrictive de la Suisse et des pratiques de surveillance politique. Après la grève générale de 1918, cette tendance s'accroît sous l'effet de la propagande anticommuniste dominante.

L'article de Lauren Andrey étudie l'usage politique de la grève générale de 1918 au service de la propagande anticommuniste. En partant de l'expérience d'un régiment d'infanterie fribourgeois, mobilisé pour contenir la grève et, dont les victimes, qui ont stationné durant trois semaines dans la ville fédérale, sont décédées en raison de la « grippe espagnole », l'auteur explique comment le souvenir des événements est travaillé, amplifié et codifié pour devenir une mémoire officielle anticommuniste, attisée par les milieux conservateurs. Victimes de la grippe, les soldats deviennent victimes de la « grève révolutionnaire ». L'instrumentalisation mémorielle du mythe, relayé par les discours commémoratifs, la construction de monuments aux morts, la presse et les campagnes anticommunistes, est périodisée. Le temps fort est essentiellement la période des années 1930, dans le cadre d'une propagande contre la « menace révolutionnaire » qui fait suite à la fusillade de novembre 1932 à Genève, ou dans une perspective d'héroïsme patriotique préparant la mobilisation nécessaire dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale. Le temps faible apparaît en 1968, sous l'impulsion des mouvements contestataires. La commémoration est plus discrète et reléguée aux nostalgiques, alors que la gauche dénonce les mésusages mémoriels qui ont conduit à faire endosser aux grévistes la responsabilité de la mort des soldats.

Annette Caratsch et Michel Caillat reprennent un autre évènement fondateur de l'anticommunisme en Suisse : l'assassinat du chef de la délégation soviétique à la Conférence pour la paix de Lausanne en 1923 et le procès de son auteur, Maurice Conradi, un Suisse dont la famille avait émigré en Russie au XIX^e siècle. La défense de l'assassin est en effet menée habilement par l'avocat Théodore Aubert, qui en fait une victime du communisme à l'aide d'un dossier débordant d'informations infondées ou calomnieuses. Le procès devient celui du communisme, dépeint, à l'image des attaques et des imaginaires qui circulent dans la presse conservatrice, comme un fléau pour l'humanité. Théodore Aubert qui, quelques mois plus tard, fonde l'Entente Internationale Anticommuniste (EIA), est illustratif des méthodes et des contenus qui tenteront de diffuser un anticommunisme agressif et continu dans l'opinion helvétique.

Les trois contributions suivantes abordent les réseaux de personnes et de groupements qui peuplent l'anticommunisme suisse au début du XX^e siècle

Ce même Théodore Aubert, présent dans de nombreux cercles réactionnaires, est à nouveau un acteur important de la Fédération Patriotique Suisse (FPS), dont Andreas Thürer dresse le portrait dans l'article suivant. Il nous dévoile les nombreux réseaux que l'organisation tisse de 1919 aux années 1930 : financement privé et semi-public (banque nationale et cantonale bâloise), service de presse, service d'ordre paramilitaire et groupe de pression en politique, entre autres, où la FPS maintient une campagne anticommuniste de poids en Suisse, aux côtés de l'EIA.

Michel Caillat présente l'incessante campagne politique et médiatique de Théodore Aubert contre le communisme à travers l'EIA et révèle l'important réseau de relations qui permettent à l'avocat genevois de distiller sa propagande. Ses contacts au Conseil Fédéral, au CICR, au *Journal de Genève*, dans les milieux économiques, bancaires, militaires, diplomatiques ou littéraires en Suisse, mais également des appuis à l'étranger, lui permettent de diffuser largement ses idées contre-révolutionnaires et profascistes et d'organiser des expositions et conférences publique où se mêlent l'actualité et les mythes. Même si l'effet des activités de l'EIA reste difficilement quantifiable, il n'en demeure pas moins, nous dit l'auteur, que grâce à son crédit auprès des autorités et de l'opinion bourgeoise, son bureau permanent a constitué le bastion de l'anticommunisme en Suisse. Signalons que Michel Caillat prépare une thèse doctorale sur l'EIA qu'il soutiendra prochainement et vient de co-publier les mémoires de Lodygensky, le proche collaborateur d'Aubert à l'EIA¹.

Stéphanie Roulin nous parle également de l'EIA, mais en apportant un aspect peu abordé dans l'étude de l'anticommunisme, car n'apparaissant pas sur le devant de la scène, la composante religieuse. Ces « relations dangereuses », qui sont principalement organisées par Lodygensky, ont pourtant bien existé au sein de l'Entente dès ses débuts, à travers un comité de liaison avec les Églises chrétiennes (notamment catholique, protestante et orthodoxe). Cela s'est concrétisé par des liens personnels, puis par la Commission internationale Pro Deo, qui est créée en 1933, mais n'apparaît pas officiellement liée à l'EIA. Il s'agit de dénoncer les persécutions religieuses menées dans divers contextes (en URSS en particulier) et qui font l'objet de condamnations croissantes de l'Église catholique. Cette

¹ Youri Lodygenky & Michel Caillat, *Lodygensky, Georges, face au communisme 1905-1950 : quand Genève était le centre de l'anticommunisme international*, Genève, Slatkine, 2009, 617 pages.

contribution s'insère dans le cadre de la recherche doctorale que l'auteure vient de soutenir brillamment à l'Université de Fribourg et qui paraîtra prochainement².

La partie suivante présente divers mécanismes de la lutte anticommuniste par l'État helvétique

Dans un premier article, André Rauber retrace le harcèlement juridique et policier mené de 1846, depuis la loi zurichoise contre les « menées communistes » à 1989, pour surveiller et punir les activités considérées comme communistes en Suisse (surveillance téléphonique, licenciements pour raisons politiques, interdiction de rassemblements, réseau de renseignements secrets, interdiction du parti communiste en 1940, affaire des fiches, etc.). Dans les années 1990, la pression semble s'être relâchée et l'anticommunisme devenu « hors saison », mais la traque du « mal » semble s'être déplacée sur d'autres proies, comme la communauté musulmane.

Dans une deuxième contribution, Sébastien Farré se penche sur le cas de Genève, plus particulièrement sur les débats menés en 1945 au Grand Conseil genevois au sujet de l'abrogation des mesures constitutionnelles anticommunistes votées en 1937, que l'auteur contextualise dans le cadre national et européen de l'évolution des actions politiques et juridiques « contre la menace communiste » proposées depuis la grève générale de 1918 à 1943.

Alix Heiniger explique ensuite le régime spécial d'internement réservé au cours de la Deuxième Guerre mondiale aux « militants d'extrême gauche », ou *Linksextremisten*, dans un camp de travail pour réfugiés politiques à Bassecourt (Jura). Cette sorte de *Sonderlager* vise à isoler ces prisonniers politiques du reste de la population, qui sont par ailleurs sans cesse placés sous surveillance policière et font l'objet de stigmatisations reflétant des stéréotypes de dangerosité fort répandus en Suisse au sujet du communisme.

Enfin, Ursula Troendle décrit le cas du couple Wolf, arrêté en Suisse en 1973 pour espionnage et expulsé en 1978 vers leur pays de provenance, l'Allemagne de l'Est. Cette condamnation exemplaire de la part des autorités suisses semble découler ici de leur net penchant pour l'anticommuniste.

Deux articles abordent encore les représentations médiatiques du communisme

Laurent Sauge s'attache à l'image du communisme dans la presse conservatrice genevoise de 1918 à 1933. Dès les débuts de la révolution, l'opinion des médias réactionnaires va imprimer une idée de la Russie qui l'exclut de l'Occident « civilisé » pour la réduire à un « péril asiatique », une « peste rouge » associée aux épidémies moyenâgeuses qui symbolisent les horreurs du passé et une description apocalyptique du bolchévisme qui renferme les peurs d'une future contamination mondiale... Quant à Pascal Rouget, il analyse les affiches anticommunistes à Genève dans l'entre-deux-guerres. L'imagerie dominante est composée de représentation du communiste avili, animalisé, menaçant, violent (avec une massue ou une bombe), porteur d'infections, de poison, de chaînes, de misère, de désordre, etc., et souvent associé à des relents d'antisémitisme. Porté par un contexte de

² Stéphanie Roulin, *Un credo anticommuniste. La commission Pro Deo de l'Entente Internationale Anticommuniste ou la dimension religieuse d'un combat politique (1924-1945)*, thèse de l'Université de Fribourg, sous la direction de Francis Python, juin 2009, 427 pages.

chômage et de violence, les affiches exploitent ce potentiel pour attiser la peur du « Rouge ».

Deux contributions traitent ensuite de l'anticommunisme de gauche

Peter Huber explore les allers-retours entre union et désunion du Parti social-démocrate et du Parti communiste au cours des années vingt, au lendemain de la guerre mondiale et de la grève générale, jusqu'aux années cinquante et au cours de la guerre froide. Jean Vigreux aborde la pluralité des anticommunismes au sein des gauches françaises, notamment du Parti socialiste, oscillant entre la condamnation du bolchévisme de Léon Blum au congrès de Tours, les années trente marquées par une campagne socialiste de dénonciation de Staline, comparé pour l'occasion à Hitler, notamment lors du pacte de 1939, et une accentuation durant la guerre froide. Des trotskistes et des maoïstes, suite en particulier au mouvement de 1968, se veulent révolutionnaires et sans concession contre les communistes qui jouent le jeu des alliances et des fidélités avec le Kremlin. L'anticommuniste des gauches prend donc les allures d'un combat pour la pureté et l'authenticité du communisme que le PCF n'incarnerait plus.

Enfin, les trois contributions de la dernière partie explorent l'épineuse relation entre l'anticommunisme, l'antisémitisme et le racisme

Jean Batou retrace les amalgames qui ont été façonnés entre le judaïsme et le bolchévisme du XIX^e au XX^e siècles, comprenant quelques moments forts de l'antisémitisme comme le faux recensement des *Protocoles de Sion*, créés au cours de l'affaire Dreyfus, et l'invention du « judéobolchévisme au cours de la révolution russe, où la liste des dirigeants juifs est l'objet de manipulations associant judaïsme et danger révolutionnaire mondial, mythe qui est reconstruit ensuite en France ou en Allemagne et qui converge, au cours des années 1940, sur la destruction des juifs d'Europe et la propagande contre le mouvement ouvrier et le communisme. Woodford McClellan observe l'enjeu de la question coloniale au sein du Komintern. Au cours des années vingt et trente, les communistes tentent d'intégrer à leur programme politique le soutien aux minorités exploitées, pour mieux incarner l'idéal de révolution internationale. Woodford MacClellan donne l'exemple de quelques initiatives comme l'Université pour étudiants asiatiques, à laquelle aurait pris part Ho Chi Minh, ou des commissions spéciales en faveur des indépendances, auxquelles a notamment participé Jawaharlal Nehru. Face à ces actions se dresse l'EIA de Théodore Aubert qui, à travers ses offices régionaux en France et en Allemagne principalement, tente de pourfendre le message anticolonialiste en envoyant des observateurs dans le cadre de divers congrès et en défendant internationalement les aspects positifs de la colonisation. Enfin, Sandra Bott se penche, dans le contexte de la guerre froide, sur la composante anticommuniste des relations économiques bilatérales avec l'Afrique du Sud. En effet, comme le soutient le banquier helvétique Albert Nussbaumer, un acteur de choix des rapports financiers extérieurs de la Suisse, l'intérêt des investisseurs au pays de l'Apartheid va de pair avec la neutralisation de tout encouragement à la défense de la force de travail locale. Dans l'imaginaire des milieux économiques occidentaux dominants, le régime de Pretoria, avant de représenter un emblème de discrimination raciale, est donné à voir comme une forteresse de l'anticommunisme en Afrique. L'attitude de complaisance des puissances occidentales vis-à-vis de cette propagande arborée par les ténors de l'Apartheid est, de plus, associé dans l'argumentaire diplomatique suisse par le recours au bouclier de la « neutralité »...

Conclusion

Pour conclure, la postface de Michel Caillat laisse la parole à l'archive. Il s'interroge sur les circonstances du dépôt des archives de l'EIA à la bibliothèque universitaire de Genève, et des limitations et lacunes intentionnelles que les différents légataires ont vraisemblablement créées dans le *corpus*. Néanmoins, aujourd'hui, ce fonds, même lacunaire, est une source essentielle pour tout chercheur travaillant sur la problématique de l'anticommunisme. Libre d'accès, il n'attend que des historiens chevronnés, pourvus de la volonté d'affronter cette masse d'archives, et de faire avancer notre connaissance de ce phénomène, afin de briser les silences ; à moins que le hasard de legs inattendus ne vienne combler ces absences...

Mari Carmen Rodriguez (Université de Fribourg & Gymnase de Nyon)